

INTERVIEW DE
BERNARD THIBAUT- SECRETAIRE GENERAL DE LA CGT

Pour L'HUMANITE

5 octobre 2005

« LE GOUVERNEMENT DEVRA ENTENDRE LE MESSAGE DE LA RUE »

Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, qualifie la journée d'hier de succès incontestable qui appelle des prolongements et demande aujourd'hui des actes précis au gouvernement.

Comment analysez-vous le succès de la journée de grèves et de manifestations d'hier ?

Le succès est incontestable. Les manifestations sont plus nombreuses que le 10 mars dernier et rassemblent plus de manifestants. Il y a plus d'arrêts de travail dans le secteur privé. Le gouvernement ne pourra donc pas ressortir l'argument classique qui consiste à dire que seul le secteur public se mobilise. L'opinion publique soutient majoritairement ce mouvement, toutes catégories sociales et toutes sensibilités politiques confondues. Le 4 octobre témoigne de la persistance d'un très fort mécontentement sur les orientations économiques et sociales du gouvernement. Il s'inscrit dans la continuité des protestations du 10 mars dernier, du rejet du lundi de Pentecôte travaillé, du résultat du référendum sur l'Europe. Les salariés exigent un autre traitement des questions sociales. Je ne vois pas d'autres alternatives pour le gouvernement et le patronat que de montrer, dans les jours qui viennent, par des actes précis, qu'ils ont entendu le message de la rue.

Pourquoi la CGT appelle déjà à prolonger l'action °?

Très tôt dans cette rentrée, et de manière assez spectaculaire, les organisations syndicales ont été unanimes à appeler à cette journée de mobilisation. Le principe de faire le point entre syndicats est acquis. S'il n'y a pas très vite des avancées réelles et concrètes, il nous reviendra d'organiser d'autres rendez-vous.

Il faut continuer de mener la bataille à tous les niveaux, de l'entreprise au plan interprofessionnel. Depuis le 10 mars, dans certaines entreprises, les salariés ont arraché des augmentations de salaires ou des embauches en CDI. Dans les branches professionnelles, une mesure d'urgence s'impose : aucun salaire en dessous du SMIC. Concernant les fonctionnaires, le gouvernement joue la montre mais personne n'est dupe. Dès lors que l'Assemblée nationale va discuter le budget de l'Etat, le cadre des négociations salariales est forcément limité. On n'est jamais certain à l'avance d'être entendu sur une revendication. Mais si les salariés laissaient faire, leur situation continuera de se dégrader très rapidement et dans tous les domaines.

Dans ce cadre, quelles sont vos exigences les plus urgentes °?

Le gouvernement devrait immédiatement nous inviter à une table de discussion pour lister les sujets à soumettre à des négociations. Le Medef lui, doit accepter de changer son fusil d'épaule sur les négociations en cours, pénibilité du travail, emploi des seniors et celles à venir, notamment

l'assurance chômage, et négocier réellement une augmentation des salaires par branche. Nous sommes légitimes à donner notre avis sur des réformes qui touchent au droit social et au quotidien des salariés. Les organisations syndicales ne veulent plus être systématiquement mises devant le fait accompli. Le Contrat nouvelles embauches s'attaque au droit social en autorisant les employeurs à licencier sans motif et il est décidé par voie d'ordonnance malgré l'opposition unanime des syndicats. Je constate que, sauf quand elle y est forcée, pour la SNCM par exemple, la majorité politique actuelle prétend passer outre l'opinion des organisations syndicales. C'est une question de rapport de force.

Vous êtes justement allé chez Le Premier ministre pour discuter de la SNCM. Ce n'est pas un acte habituel pour un secrétaire général. Qu'est ce qui vous inquiète °?¶

C'est le véritable sabotage de la SNCM, délibérément organisé par les gouvernements Raffarin et Villepin, alors que les salariés et leurs représentants ont demandé, sans succès depuis des mois, de pouvoir discuter de l'avenir de la compagnie nationale. Une fois de plus, on veut imposer des choix qui ne sont pas débattus alors qu'ils peuvent avoir de graves conséquences sur le service public, l'emploi, l'avenir de la Corse et des corsés. Le conflit de la SNCM concentre des enjeux sociaux, économiques, mais aussi politiques bien particuliers qui justifiaient une interpellation directe du Premier ministre. C'est le gouvernement qui porte l'entière responsabilité du conflit qui ne se résoudra pas par le chantage, mais par la négociation avec les salariés. Lors de la réunion de ce jour, le gouvernement doit faire la démonstration qu'il a pris conscience du rapport de forces qui s'est exprimé hier.

Sur l'emploi, l'idée grandit qu'il faut exiger des contreparties aux allègements de charges patronales. Cela vous satisfait-il °?¶

Oui, en se posant aussi la question plus fondamentale de leur utilité, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle le gouvernement refuse de nous rencontrer. Le soutien financier de l'Etat aux entreprises privées devrait passer de 20 milliards d'euros en 2005 à près de 23 milliards en 2006, pour un chômage à 10 %. Chaque semaine qui passe nous montre les effets pervers, notamment en terme de développement de la précarité, de ces aides accordées de manières uniformes et sans aucune contrepartie. Nous sommes, de ce point de vue, dans une période paradoxale. Le gouvernement continue de défendre le bien fondée de soutiens financiers publics pour des entreprises privées. Mais il refuse le débat sur tout soutien public à des entreprises publiques. C'est quand même le monde à l'envers °! L'argent public est en train de se substituer à la responsabilité des entreprises dans la rémunération du travail. Les grands bénéficiaires de cette politique sont les actionnaires. Les salariés ont donc bien raison de réclamer un retour sur la richesse produite plus important.

Entretien réalisé par Paule Masson